



LE 31 JUILLET :

EXIGEONS UNE AUTRE POLITIQUE SOCIALE !

Pour que le mois de juillet 2007 ne soit pas le mois de tous les coups tordus pour les salariés et des cadeaux fiscaux pour les plus riches, la CGT propose de se mobiliser sur leurs revendications. Elle appelle les salariés à se rassembler devant les préfectures dans toute la France.

Le « paquet fiscal » adopté va offrir un cadeau de près de 15 milliards d'€ aux plus riches et des miettes pour soutenir la réinsertion des bénéficiaires du RMA. Notons que ce cadeau annuel correspond au trou de la sécurité sociale ou à l'équivalent des dépenses d'investissement de l'Etat

Les heures supplémentaires détaxées, défiscalisées sont un leurre. Elles ne concerneront pas tous les salariés et seront contre productives pour l'emploi. Il est d'ailleurs curieux de voir que les officiers de police, les médecins hospitaliers, les infirmières aient effectué des millions d'heures de travail supplémentaires sans pour autant avoir la compensation financière. De plus, nos employeurs seront tentés de s'appuyer sur cette défiscalisation des heures supplémentaires pour ne pas augmenter les salaires.

Le Crédit d'impôts sur les emprunts immobiliers risque non seulement de maintenir à un haut niveau la spéculation immobilière mais aussi d'engendrer une hausse des loyers.

La TVA sociale : c'est légaliser l'idée que les employeurs puissent s'exempter de payer leurs cotisations sociales (la cotisation dite patronale fait partie intégrante du contrat de travail des salariés) ; l'idée que le manque à gagner pour la sécurité sociale soit payé par tous est antisocial. Notons que le coût du travail en France est inférieur à la moyenne européenne car nous sommes les champions de la productivité.

Franchises médicales, elles viendront s'ajouter aux remboursements de plus en plus nombreux de médicaments, au forfait hospitalier qui est passé à 18 €, à l'euro par consultation, aux 18€ des actes chirurgicaux et radiologiques supérieurs à 90 €, aux dépassement d'honoraires des médecins, ... Sans compter que l'on nous annonce une prise en charge par l'assuré social de 0,5 € par boîte de médicament.

La recodification du Code du Travail où l'abandon pour les salariés de droits inscrits par la loi. Tous les textes législatifs seront réécrits pour devenir des décrets que le gouvernement pourra modifier à sa guise et selon les desiderata du MEDEF.

Réforme des universités : Les choses semblent avoir évolué sans pour autant avoir la lisibilité des conséquences de l'autonomie.

Le service minimum s'inscrit dans cette logique : Loin de répondre aux besoins quotidiens des usagers des transports (retards, manque de moyens en trains et personnels, insécurité, etc.) le service minimum vise à réduire l'expression des salariés, à remettre en cause un droit fondamental qu'est le droit de grève dans le public comme dans le privé. Cette attaque comme ce fut le cas pour EDF GDF se situe dans une période de mise en concurrence des services publics.

Nous avons besoin d'une tout autre politique qui permette aux salariés :

De vivre décemment de leur salaire et non des aléas d'un pouvoir d'achat qui peut être remis en cause à tout moment notamment par la suppression des heures supplémentaires. Cela passe par l'augmentation générale des salaires avec comme salaire plancher un SMIC à 1500 € de suite.

De renforcer leurs droits de salariés par de nouveaux droits et un véritable statut du travail salarié avec une sécurité sociale professionnelle

De revenir à une fiscalité plus juste que celle qui consiste à transférer l'impôt progressif des plus riches vers la TVA supportée par tous et surtout par les plus modestes.

De rompre avec la course aux restrictions d'accès au soin et à la volonté de sabotage de la protection sociale en posant la vraie question du financement renouvelé de la protection sociale.

AFIN DE MONTRER NOTRE DETERMINATION

COMME DANS TOUTE LA FRANCE

LA CGT DU NORD APPELLE LES SALARIES A UN RASSEMBLEMENT

DEVANT LA PREFECTURE DU NORD A LILLE (PLACE DE LA REPUBLIQUE)

LE 31 JUILLET A 11H30